commission *Sport* du PCF

contact : sport@pcf.fr
http://sport.pcf.fr

SEPTEMBRE-OCTOBRE 2012

DANS CE NUMÉRO

actualité p.2
La rentrée des étudiants STAPS

édito p.3
Armstrong, tu es mort
et nous voulons décrocher la lune

interview p.4-6
Le sport, enjeu d'émancipation
pour les femmes
Colette Bocher et Nina Charlier

dossier p.7
Maintenant, devenez
les acteurs du changement

en mouvement p.8

SPORT-DANSE-CULTURE

Du 14 au 16 septembre, l'espace *Sport* de la Fête de l'Humanité donne rendez-vous à votre corps et à votre imagination, à la découverte de nouvelles pratiques. Double dutch, capoiera, zumba, dance-hall, top rock… autant de nouvelles pratiques où le corps et l'esprit, un temps libérés, se lâchent tout en gardant le contrôle et visant le progrès.

Comme chaque année, les militants de l'ASSI (*Association Sport & Spectacles internationaux*) et les bénévoles de la FSGT (*Fédération sportive et gymnique du Travail*) animeront l'espace *Sport* de la Fête avec la volonté d'impliquer les pratiquants dans l'encadrement et en mettant au cœur de leur action les valeurs de solidarité et de fraternité.

La FSGT travaille sur le contenu des apprentissages, les formes d'organisation, les règles pour faciliter l'accès et le progrès de toutes et tous dans la pratique sportive. En proposant du volley-ball, de la boxe éducative, des échecs et bien d'autres disciplines, ce sera l'occasion pour toutes et tous de reprendre les bases techniques et de retrouver dans ces sports une pédagogie éducative.

la fête des corps et des esprits

VENDREDI

Initiation aux danses - Échasses urbaines
Ateliers Graf' - JAM session à partir de18h

SAMEDI

Initiations aux pratiques sportives

Échecs

Initiations aux danses : un choix multiple de danses du monde, issues de milieux urbains et autant de façons de trouver sa façon de bouger, danse Jazz, Capoeira, Double-Dutch…

Le Battle : véritable lieu de défi et de dépassement de soi, les spectateurs verront s'affronter des danseurs dans un mélange de styles Hip Hop en équipe de deux.

Le bal populaire, à partir de 19h : familles, amateurs de danses de salon et voisins de l'espace sont tous invités à venir danser, discuter et boire un verre pour redécouvrir des danses et des usages de la Fête.

DIMANCHE

Le 10 km de la Fête de l'Humanité à 9h

Le départ et l'arrivée s'effectueront devant l'espace *Sport* de la Fête de l'humanité, c'est-à-dire en plein cœur de la Fête et du public. La course se déroule dans le parc départemental Georges Valbon et offre un parcours superbe aux coureurs. L'arrivée sur la Fête laissera place au pot de l'amitié traditionnel sur l'espace *Sport*.

Apéritif/rencontre à 12h30

Avec les militants de la commission *Sport* du PCF et du Front de gauche, en présence de sportifs et de personnalités du mouvement sportif.

Initiations aux danses

Hip-Hop Workshops: Top rock, new-style, capoeira…

ÉTUDIANTS EN STAPS

inscription de l'aide globale d'indépendance dans la loi de finances 2013

Pour le sport **relaie auprès de ses lecteurs le communiqué de presse ci-dessous publié par l'*Association nationale des étudiants en sciences et techniques des activités physiques et sportives* (ANESTAPS), persuadé que ceux-ci ne seront pas insensibles à cette situation. Paru pour la seconde année consécutive, « l'indicateur du coût de la rentrée en STAPS », documenté et pertinent, permet de mesurer l'impact des charges quotidiennes qui pèsent sur les conditions de vie et d'études. Il y a là matière à développer des actions de sensibilisation et de mobilisation auprès des étudiants eux-mêmes ainsi que des élus locaux et nationaux. Les collectivités ont pu jusqu'ici offrir des débouchés professionnels aux titulaires de diplôme de Staps et les intégrer au sein de leur service des sports. Mais qu'en sera-t-il dans un futur proche avec l'adoption du pacte de fer budgétaire et l'austérité imposée à leur gestion ? Les étudiants, déjà en proie aux difficultés de tous ordres, n'auront même plus cette perspective de débouché professionnel. C'est donc un combat commun qui est à livrer pour que convergent les revendications étudiantes et collectives.**

COÛT DE LA RENTRÉE : LE GOUVERNEMENT DOIT AGIR RAPIDEMENT

Basées sur les données publiées le 20 août 2012 par la Fédération des associations générales étudiantes (FAGE), l'étude sur les coûts de cette rentrée 2012-2013 s'intéresse aux frais pédagogiques supportés spécifiquement par les étudiants de la filière STAPS, à savoir l'achat d'équipement sportif. Cette année, ce budget est estimé à 555,39 euros. La rentrée a donc un coût de 2879,84 euros pour un étudiant en STAPS de province et 3286,82 euros pour un étudiant en STAPS d'Île-de-France. Si certaines augmentations s'expliquent par l'inflation, d'autres résultent d'un choix politique ; c'est le cas des frais fixes (prix du ticket de restauration universitaire, droits d'inscription et Sécurité sociale) dont l'évolution a fait l'objet d'un arbitrage par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, parfois contre l'avis des conseils nationaux.

Alors que la jeunesse a fait l'objet de nombreuses promesses lors de la campagne, force est de constater que les actes concrets se font attendre.

Les conséquences d'une augmentation récurrente du coût des études sont ressenties sur les campus. Ainsi, entre 2006 et 2010, la part des étudiants en STAPS d'origine sociale populaire a reculé de 5,3 points, selon l'Observatoire de la vie étudiante (enquête *Conditions de vie des étudiants*). En outre, on constate que les étudiants en STAPS sont parmi les plus nombreux à exercer une activité rémunérée parallèlement à leur formation (44 % des étudiants en STAPS contre 35 % de l'ensemble.

Face à la barrière que constitue le coût des études, l'ANESTAPS attend du gouvernement qu'il agisse rapidement en inscrivant l'aide globale d'indépendance (AGI) au projet de Loi de Finances pour 2013. Cette aide, qui regroupera bourses sur critères sociaux et aides au logement, sera octroyée sous conditions de ressources et en fonction des revenus propres de l'étudiant lorsqu'il est en rupture familiale. L'AGI permettra également de répondre aux difficultés financières des étudiants issus des classes moyennes, oubliés par le système actuel, qui représentent la majorité des étudiants en STAPS.

L'ANESTAPS propose un système d'aide totalement rénové fondé sur critères sociaux. Tout étudiant qui sollicite une aide de l'État devra remplir un dossier unique auprès du CROUS, à l'image du Dossier social étudiant actuel, qui comprendra un volet aide au logement. Cette aide se nomme l'AGI, pour *Aide globale d'indépendance*. À la complexité du système existant et à la multiplicité des acteurs, nous préférons la simplicité et le guichet unique du CROUS. L'AGI, qui devra coexister avec le Fond national d'aide d'urgence, garantira des conditions d'études acceptables pour tous et constituera un véritable accompagnement à la réussite pour les étudiants.

Maixent Genet, président de l'ANESTAPS
contacts : 06 81 29 98 28 - president@anestaps.com

Armstrong, tu es mort et nous voulons décrocher la lune

Lance Armstrong est coupable, il a admis avoir triché. Au passage, il a volé des millions de dollars, ce qui fait de lui l'un des plus grands voleurs des dernières années. Il doit payer et avec intérêt. La FFC (Fédération française de cyclisme) réclame près de 3 millions d'euros et les contrats de l'Américain lui auraient rapporté plus 100 millions d'euros au long de sa carrière.

L'affaire ne peut pas en rester là et être simplement « *rangée au registre des années sombres de notre sport* », ainsi que le dit la FFC en tirant un trait. Elle révèle tout un système qui détruit le sport et les sportifs eux-mêmes : dopage organisé, corruption, sommes d'argent colossales, soutien politique et médiatisation… toute la lumière doit être faite sur ce système et sur les responsables, cette affaire concerne le présent et surtout l'avenir. Pourquoi ne pas ouvrir dès à présent une enquête parlementaire comme ce fut le cas après la grève de l'entraînement de l'équipe de France de football en 2010 ?

L'enjeu de cette enquête est de mettre hors d'état de nuire plusieurs personnes encore susceptibles d'aider des sportifs à se doper, voire les insuffisances coupables des contrôleurs de l'Union cycliste internationale (UCI), ou encore le silence du groupe Amaury, pour le moins conciliant avec les instances dirigeantes du cyclisme. Pourquoi l'organisateur du Tour avait-il accueilli Lance Armstrong à bras ouverts pour son retour en 2009, en sachant pertinemment comment il avait gagné sept fois l'épreuve ? Comment expliquer la mise à l'écart progressive de l'AFLD (Agence française de lutte contre le dopage) qui a conduit son président Pierre Bordry à démissionner en 2010 sans aucune réaction du gouvernement.

Parution du livre de Pierre Laurent

La candidature de Jean-Luc Mélenchon à l'élection présidentielle de 2012 a suscité un élan populaire exceptionnel. Que devient ce mouvement une fois l'élection passée ? Feu de paille ou promesse d'une nouvelle façon de faire de la politique ?

Dans cet ouvrage, Pierre Laurent, actuel secrétaire national du Parti communiste français, l'une des principales composantes du Front de gauche, tire les enseignements de cette expérience qui peut profondément changer la géographie politique de la France et suscite un réel intérêt en Europe. Il propose aux citoyens, et pas seulement aux partis, de se saisir des pouvoirs économiques, financiers et politiques qui les concernent pour construire une société qui part des besoins humains et de la nécessité de préserver la planète.

Loin de s'éloigner des enjeux du débat européen et français sur la crise de la dette, ce livre permet aux centaines de milliers de personnes qui se sont mobilisées à travers le Front de gauche d'inventer des pratiques politiques qui sortent du dilemme consistant soit à soutenir le gouvernement issu de la victoire de François Hollande à la présidentielle en taisant leurs critiques soit à s'opposer à cette gestion gouvernementale sans rien proposer et sans rien construire « ici et maintenant ».

Préface d'Alexis Tsipras, homme politique grec de gauche, président du parti Synaspismos et du groupe parlementaire de Syriza.

Que dire de la responsabilité politique ? Un rapport de l'AFLD, adressé à la ministre de la Santé et des Sports, dénoncerait le traitement de faveur dont aurait bénéficié l'équipe Astana de la part des officiels de l'UCI dans le cadre des contrôles anti-dopage sur le tour de France 2009. Rappelons simplement cette phrase de Nicolas Sarkozy devant le conseil des ministres avant le départ du Tour de France 2009, dévoilée par les journalistes : «*J'ai de l'admiration pour Armstrong. Ce sont les élites qui le détestent, mais les élites n'ont rien compris. Quand on atteint ce degré de popularité et de performance, ce n'est plus du sport, c'est de la culture !* » avant de poursuivre : « *On accuse Armstrong d'être dopé, mais Astérix a bu une petite potion et tout le monde l'adore…* ».

Le nouveau gouvernement a la responsabilité du changement et peut soumettre les conclusions d'une telle enquête à l'Assemblée nationale, pour légiférer avant le départ du prochain tour de France 2013. Il peut rapidement modifier la prochaine loi de finance pour redonner tous les moyens à l'AFLD pour qu'elle assure pleinement sa mission et en toute indépendance.

Autres pistes a creuser : le rapport entre le sport et la santé. Lors d'un entretien avec Christophe Bassons* : *Peut-on envisager un tour de France propre ?*, réalisé il y a quelques mois pour la *Revue du projet*, celui me disait : « *Nous ne devrions pas accepter la présence de médecins dans les équipes dont le but est de les assister pour la performance. Il faudrait imposer des médecins indépendants aux équipes. Nous devrions avoir une autre approche de la médecine du sport, elle est aujourd'hui trop liée au traitement des symptômes par la prise de médicaments, sans chercher les origines des pathologies. Beaucoup sont dus à un manque de préparation, à l'alimentation, l'hydratation, le manque de récupération voire le surentraînement. L'athlète, comme tout être humain, doit accepter la maladie, la fatigue et la blessure. Il faudrait mettre en place une politique de prévention avec beaucoup plus de phases de récupération entre les compétitions car le dopage est dans de nombreux cas lié à l'amélioration de la récupération. Enfin, il faut former les jeunes à dire non, à refuser le dopage en ayant un avis et en leur donnant les moyens de défendre leurs idées*».

Rien est impossible, il s'agit seulement de convictions et de choix politiques. Alors maintenant, soyez acteurs du changement et prenez le pouvoir.

Nicolas Bonnet, responsable de la commission sport du PCF

* Christophe Bassons est ancien cycliste professionnel, professeur de Sport à la direction régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion sociale d'Aquitaine. Retrouver son interview en intégralité dans la *Revue du projet* n°18, juin 2012 : « Sport$, l'humain d'abord ! »

Entretien Croisé : le sport, enjeu d'enjeu d'émancipation pour les femmes

L'université d'été du Front de gauche, qui s'est déroulée samedi 25 et dimanche 26 août sur le domaine universitaire de Saint- Martin-d'Hères, Isère, avait inclus dans son programme, fortement charpenté et exigeant ,un atelier intitulé : *Le sport, enjeu d'enjeu d'émancipation pour les femmes*.

Quoi de plus naturel que la commission *Sport* du PCF y contribue. Fondé sur une culture commune du débat, nourrit par les démarches de recherches, d'analyses et de concertations qui demeurent sans aucun doute aujourd'hui un acquis inégalé par d'autres formations politiques, la commission et ses membres font en sorte d'être présents pour écouter, entendre et comprendre, mais aussi pour apporter et partager. Présentes dans le débat animé par Élisabeth Legrand, conseillère générale de l'Isère apparentée communiste, deux militantes féministes croisent leur regard et nous font vivre cet instant :

Nina Charlier, professeure d'EPS, syndicaliste du SNEP/FSU

Colette Bocher, membre de la commission *Sport* du PCF, agrégée d'EPS, ancienne directrice de l'UNSS à Versailles.

Pourquoi le sport des femmes est-il subversif ?

Nina Charlier

Le sport demeure sous l'emprise de la sociabilité masculine. Il a fortement contribué à définir les contours de la virilité, apanage des hommes forts et séduisants, fer de lance de la domination du corps des hommes sur celui des femmes. Il s'exprime dans un domaine public qui n'est pas l'espace traditionnellement dévolu aux femmes. Comme en politique, il y a une lutte de visibilité. Rendre les femmes visibles dans le sport était jusqu'ici considéré comme une entorse à la bienséance. L'emprise de la société pour que l'espace familial reste l'espace des femmes, est le revers de la médaille de cette lutte. C'est ainsi que le sport, comme toutes les autres activités sociales, est sous l'emprise du genre. Pire même ! Car l'enjeu ne concerne pas que la visibilité. L'utilisation du corps, les conditions du jeu, les règlements, l'habillement, les compétitions l'affrontement, ont été des sources de conflits et des terrains de lutte sans cesse renouvelés.

À l'origine, les femmes ne pratiquaient que sous l'égide de la bienfaisance. Impossible pour elles de jouer en compétition officielle, gagner et obtenir des titres. Ni retirer le juste bénéfice de leur entrainement ou engagement. On perçoit cette orientation dans les « grandes courses populaires féminines» pour lutter contre le cancer du sein, ou la mucoviscidose par exemples. Événements où la presse ne tarit jamais ses éloges. Au cours du XXème siècle, c'est dans un contexte très encadré que certaines activités se développent de manière plus favorable que d'autres : le tennis, activité de la bourgeoisie plutôt que le foot qui cumulait le handicap d'être pratiqué par des ouvrières rendant ainsi la démocratisation incertaine. Dans ce cas, c'est bien de double émancipation sociale et culturelle qu'il faut parler. Pour toutes ces raisons, ce sont les hommes qui dirigent le mouvement sportif féminin et qui lui imprime ses caractéristiques afin de préserver un espace spécifiquement masculin aux pratiques sportives. C'est sur la base de la différenciation des sexes que s'est construit le sport. Les « deux » sports ne pouvaient pas se ressembler.

Il y a aujourd'hui encore lutte entre la volonté émancipatrice des femmes et le rôle que la société patriarcale lui impose. Le sport peut être un des vecteurs de cette émancipation…

Quelles conditions réunir pour l'émancipation ?

Nina Charlier

Isoler les pratiquantes des pratiquants n'œuvre pas pour une réduction des inégalités. Pratiquer les mêmes activités dans les mêmes conditions permettrait d'assurer un développement profitable aux femmes. Qu'elles soient techniques, tactique, physique les compétences sportives des femmes ont tout à gagner à la mixité. Les conditions vestimentaires, règlementaires, techniques ne devraient pas souffrir des « différences » trop souvent érigées en postulat indépassable. Pratiquer ensemble serait l'aboutissement logique d'une telle démarche afin que les femmes et les

hommes accèdent à l'ensemble du patrimoine, sans discrimination de sexe ou de culture. Alors les stéréotypes qui génèrent exclusion et discrimination pourraient reculer afin que le corps des femmes ne soit plus soumis aux différentes formes de la domination masculine, habillement ou déshabillement.

Peut-on faire du sport une tribune pour l'égalité homme/femme ?

Nina Charlier

Le sport peut alors devenir un laboratoire de l'égalité, mais à la condition expresse de tout mettre en œuvre pour que les femmes ne soient pas considérées que sous l'angle de développement esthétique ou de leur santé ou qu'elles soient soumises aux aléas culturels leur imposant tel code vestimentaire. On ne devrait pas admettre des pratiques qui trafiquent avec l'universalité, autorisent des particularismes qui agissent comme des réducteurs des pratiques en limitant les effets possibles de développement. De ce point de vue, la décision du CIO comme de la FIFA d'admettre des femmes voilées ne peut contribuer à l'émancipation par le sport. Au contraire, c'est une manière de dire aux femmes « vous voulez pratiquer, mais ce sont tout de même nous qui imposons nos conditions ».

Le sport féminin accuse encore du retard sur son homologue masculin. Il faut admettre l'absence endémique de dirigeantes sportives, l'incurie, voire (le sexisme des médias quand il s'agit de parler des femmes sportives, les inégalités d'accès persistantes à la totalité du champ sportif dans les mêmes conditions que les hommes. Et puis, cette lancinante question… toutes les conditions sont-elles acceptables pour les pratiquantes ? Si les JO ont été une tribune pour l'égalité (toutes les délégations comportaient au moins une femme et la presque totalité des épreuves étaient ouvertes aux femmes et aux hommes), le CIO a failli à sa mission en admettant que des femmes voilées puissent participer, organisant ainsi de fait une forme de pratique ségrégative.

Le sport des femmes accuse un tel retard, il faut considérer que le sport pouvait être un vecteur de l'émancipation des femmes. Et de l'émancipation à la subversion, il n'y a qu'un pas…

Comment le Front de gauche et la commission Sport du PCF peuvent-ils changer la donne?

Colette Bocher

Les travaux du Front de Gauche, rassemblés dans le programme *Une autre ambition pour le sport français*, ont servi de base aux discussions et propositions des assemblées citoyennes qui ont émaillé les campagnes les élections présidentielle et législatives, dont le forum central d'Ivry, qui a rassemblé plus de 300 participant-e-s. Déjà à Ivry, le sport continuait d'être traité en « neutre » : le sport des hommes en lieu et place de celui des hommes et des femmes. Ce sont donc les sportives et les femmes elles-mêmes qui ont porté haut et fort leurs exigences d'égalité dans cette nouvelle prise de la Bastille.

En appui sur l'histoire de leurs batailles pour exister et se rencontrer au plus haut niveau, dont Alice Milliat reste la figure emblématique, les femmes sportives ont repris, dans les débats, les publications, les interventions, y compris dans la presse nationale, le drapeau de leurs exigences. Et elles ont été entendues, écoutées, au point que sport et féminisme commencent à se nourrir mutuellement. La revue *Pour le Sport* a rendu compte des « 24 heures du Morbihan » où la question du sport des femmes a habité l'ensemble des étapes et Nicolas Bonnet m'a demandé de rédiger un article portant sur « Les femmes à la conquête du sport et de l'égalité », en y ajoutant ce que dit le voile de l'oppression subie. Les colonnes de la *Revue du projet* de juin 2012 consacrée aux « Sports, inscrits dans l'Humain d'abord » ont invité Catherine Louveau, sociologue, professeure en STAPS à l'Université de Paris-Orsay, à dire les inégalités et discriminations qui touchent les femmes dans le sport.La journée rencontre du CIDEFE le 28 Juin au siège du CNOSF, à Paris a permis à des sportives de haut niveau d'exprimer leurs frustrations et en contre partie, à des responsables de clubs de handball et

de football féminin de dire combien le sport d'équipe des femmes constituait un socle de développement de valeurs plus humaines à promouvoir.

Ce créneau de l'inégalité femmes hommes dans le sport parait d'autant plus indispensable à éradiquer, que, selon Daniel Welzer-Lang (*Les hommes aussi changent*), le club sportif, la cour de récréation, la rue et l'armée sont des espaces de reproduction voire de culture du « virilisme ». Il faut donc s'y attaquer avec d'autant plus de force que la culture du club civil ne reste pas à la porte de l'école. Nina Charlier et moi avons entendu des filles de collèges de Brest en 2004, à l'occasion de la 1ère Biennale de l'égalité organisée en Bretagne, se plaindre des conduites discriminantes des garçons dans les espaces de mixité.

Le developpement d'espaces de mixité dans le sport n'est-il pourtant pas une piste à privilégier ?

Colette Bocher

La mixité n'est pas l'égalité. C'est bien l'égalité qui est à construire. Les sportives ne la construiront pas seules. Bien qu'il soit important que ce territoire du sport des femmes ait ses émergences.

L'importance, à Grenoble, avec cet atelier des Estivales citoyennes, de la présence et de la parole de femmes communistes, sportives et féministes mérite d'être soulignée. Sans doute notre atelier a-t-il été trop perçu par le collectif d'organisation dans son ancrage sportif, et insuffisamment dans sa dimension de conquêtes féministes comme en témoigne, programmé à la même heure, deux portes plus loin, un débat sur *Austérité, précarité, les femmes premières touchées*.

Nous avons écouté et rebondi sur toutes les initiatives menées par les clubs de villes, de quartiers, d'entreprises, scolaires, universitaires, les élu-e-s , pour promouvoir le sport et la place des femmes : chaque projet construit une part de l'édifice vers l'universalité des droits et mérite respect et encouragements !

Nous avons dénoncé l'absence de visibilité des sportives dans la presse, la télévision où, tournée la page des JO réapparaît l'hégémonie du foot masculin,et la carence de certaine presse régionale se permettant comme le quotidien *Le Télégramme* en Bretagne, d'assurer une absence totale de sport féminin, jour après jour.

Nous avons avancé l'idée de notre sortie impérative de la victimisation et mis du relief sur une des propositions issues de la journée du Cidefe : que les sportives deviennent journalistes pour remplacer les journalistes qui prétendent parler du sport ! Nous nous sommes félicité-e-s que les Jeux Olympiques de Londres nous aient apporté, outre l'image valorisée des sports collectifs féminins, basket, hand et foot , les remarquables commentaires d'assistantes comme Yannick Soudré, Valérie Nicolas, Marinette Le Pichon, et de Vanessa Boslak sur le saut à la perche…!

Quelles propositions pour poursuivre le combat politique ?

Colette Bocher

La création d'une mission « Femmes et sports » à solliciter auprès de la ministre des Droits des femmes, s'impose, avec approche chiffrée et initiatives décentralisées comme cela a existé, dans le sillage de la mission du ministère de Marie-George Buffet, et féminisation de toutes les instances de décision et de direction des mouvements sportifs et olympiques.

Mais surtout, la conquête de l'espace sportif et sa dévirilisation ne peut faire l'économie de son inscription dans les luttes féministes. De ce point de vue, les Estivales citoyennes ont été très ouvertes à une multitude de collectifs porteurs de combats pour l'égalité des droits dont *Osez le féminisme*, *Femmes-égalité*. Nos propositions méritent d'être encore mieux relayées, comme elles le sont par *Femmes solidaires* » dans la revue *Clara*. Non seulement on ne lâche rien, mais on prend place dans l'équipe des féministes !

propos recueillis par François Perez

MAINTENANT, DEVENEZ LES ACTEURS DU CHANGEMENT

prenez le pouvoir !

La commission *Sport* du PCF lance une grande campagne d'interpellation auprès des élus pour que s'opère une rupture avec la politique qui a été menée pendant les dix dernières années en matière d'activités physiques et sportives.

Le candidat François Hollande a été élu par les Français-es pour mener un changement que nous souhaitons rendre le plus profond notamment en matière de politique sportive. Il a obtenu une large majorité aux élections législatives qui renforce une majorité déjà acquise au Sénat et dans de nombreuses collectivités territoriales. Les militants et les électeurs du Front de gauche ont participé amplement à battre la droite tout en menant un débat de fond avec les acteurs du sport sur la base de mesures concrètes applicables dès aujourd'hui.

Nous vous invitons à vous rassembler pour être les acteurs du changement en adressant un courrier à vos parlementaires et élus locaux.

Nous vous proposons un modèle de courrier que vous pouvez adapter à votre guise et à adresser à qui de droit.

PCF
Parti communiste français

Paris, le 5 septembre 2012

Valérie Fourneyron
Ministre des sports, de la jeunesse,
de l'éducation populaire et de la vie associative

Madame la Ministre,

A l'occasion des élections présidentielles et législatives, les Français-es ont exprimé un réel désir de changement dans tous les domaines de la société. Ils attendent aujourd'hui les décisions politiques pour le mettre en œuvre. Les activités physiques et sportives en ont grandement besoin comme le montre une actualité sportive trop nourrie de faits désolants (salaires indécents, médiatisation sélective et outrancière, dopage, corruption…) au détriment de l'activité pour tous garantie par des instances publiques. L'avenir du sport ne peut pas être définitivement voué au business et à la marchandisation. Pour tous les citoyens le sport peut être porteur de progrès et d'émancipation. Le rassemblement de toutes les parties prenantes – Etat, collectivités territoriales, fédérations, syndicats, associations de citoyens – doivent y réfléchir ensemble pour en faciliter l'expansion.

Le travail à réaliser est d'importance, sans être insurmontable ; les choix politiques des dernières années, en démantelant brutalement la colonne vertébrale du modèle sportif français, a affaibli les capacités d'intervention, d'organisation et de financement de ce secteur. Le constat est sans appel : 5 000 postes de professeurs d'EPS (éducation physique et sportive) supprimés, un budget des sports en régression et qui est toujours resté largement en dessous des 0,2% du budget national, la fin des directions départementales de la jeunesse et des sports et des directions régionales en perte de capacités de mission et d'action, la disparition de 15% des effectifs de fonctionnaires liée au non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant en retraite, les fermetures de huit CREPS (centre régional d'éducation populaire et de sport) mais aussi l'abandon pur et simple de métiers et de missions. Les premières enquêtes montrent une inversion de courbes quant à la pratique sportive régulière aujourd'hui en France. Les catégories sociales les plus en difficulté en sont les premières victimes. Par ailleurs, de plus en plus d'installations et de manifestations sportives sont confiées à des sociétés privées dont le but n'est souvent que de viser la rentabilité financière.

Il va falloir reconstruire, répondre aux enjeux d'actualité, aux aspirations des populations et porter de nouveaux progrès ayant le souci de l'humain d'abord. Les Français-es expriment un réel désir de pratique sportive. Le défi politique que notre pays se doit de relever est de rendre efficient ce droit fondamental d'accès aux activités physiques et sportives pour toutes et tous sur l'ensemble du territoire. Cela exige, en premier lieu, de prendre le chemin du renforcement des moyens, des missions, de la présence partout sur le territoire d'un ministère des Sports de plein exercice avec des crédits consacrés au sport portés immédiatement à 1% du budget de l'État. Les moyens financiers existent, notamment à travers le renforcement de la taxe Buffet et le prélèvement sur les profits des équipementiers et les grands distributeurs du secteur. C'est avec un État en capacité

télécharger
notre modèle de lettre
à adresser à vos élus
député-e
sénateur-trice
maire
sur notre site internet
http://sport.pcf.fr

JEUX OLYMPIQUES DE LONDRES, EURO 2012 DE FOOTBALL

où en sont les valeurs du sport et la place des collectivités ?

Réunis jeudi 28 juin par le CIDEFE dans le grand amphithéâtre du CNOSF à Paris, plus d'une centaine d'acteurs du sport éducatif, associatif, fédéré, élus, syndicalistes ont échangé durant une journée des solutions à mettre en œuvre pour construire un service public du sport rénové, démocratisé et ambitieux.

Dès la première table ronde, animée par le journaliste de *France 2* Alain Vernon, est apparu que le sport en France n'a plus de pilote. Sa gouvernance, surtout en ce qui concerne la sphère professionnelle et le haut niveau, dépend désormais des diffuseurs de programme médiatique et des sponsors qui les parrainent pour valoriser leur image. Le CNOSF n'est plus qu'une coquille vide qui entérine ces choix tandis que l'État se contente de les valider. Les intervenants l'ont démontré, toutes les activités physiques et sportives populaires reposent sur le budget des familles et les financements des collectivités territoriales. Le nouveau gouvernement et sa ministre seront-ils relever les défis posés ? Les récentes déclarations de Valérie Fourneyron ne prêtent à l'optimisme.

Difficile ici dans rendre compte de manière exhaustive de la densité et de la richesse de cette journée. Toutefois, la lancinante question des financements est revenu tel un algorithme répétitif démontrant en l'occurrence, la pertinence

Étaient présents : Jean-Michel Arberet, conseiller municipal délégué d'Arcueil (94), Patrick Braouezec, député de Seine-Saint-Denis, président de la communauté d'agglomération de Plaine Commune (93), Nicolas Bonnet, adjoint au maire du 12ème arrondissement de Paris et responsable de la commission sport du PCF, Patrick Martin, adjoint au maire de Tremblay-en France (93), Brigitte Passebosc, conseillère régionale Nord-Pas-de-Calais, Yves Ravel, adjoint au maire de Saint-Etienne (42), Gérard Perreau-Bezouille, Président du club omnisports de Nanterre et premier adjoint au maire de Nanterre (92), Jean Vuillermoz, Adjoint au Maire de Paris en charge des sports, Michel Bodart, directeur des sports de Tremblay-en-France (93), Dominique Charrier, maître de conférences à l'université de Paris Sud 11 (Orsay), Sébastien Fleuriel, professeur des universités en sociologie à l'université Lille 1, Nicolas Kssis, journaliste à So Foot, Alain Vernon, journaliste à France Télévisions, Arnaud Gandais, Manager Général et Entraîneur du club Issy-Paris-Hand, vice champion de France de D1 féminine, Didier Gheux, administrateur de l'Ile-de-France pour la FNOMS (Fédération nationale des offices municipaux du sport), Marina Honta, sociologue, maître de conférences à l'Université Victor Segalen-Bordeaux 2, Manuel Schotté, maître de conférences à l'université de Lille 2, Marinette Pichon, ancienne internationale de football, Audrey Prieto, championne du monde de lutte.

des propositions de la commission sport du PCF – du programme Front de gauche – et ses préconisations budgétaires. Les débats ont pointé du doigt l'indispensable adaptation des structures à la diversité des territoires, en particulier, l'adéquation entre de futures métropoles urbaines et les départements.

L'actualité de la journée est venue confirmer s'il le fallait, la prégnance du sport au sein de la société. Les participants sont convenus une fois de plus, à l'urgente conjonction des initiatives et de la mise en mouvement des énergies collectives. Dans ce sens, l'action initiée par la commission *Sport* du PCF qui consiste à interpeller dans chaque département les députés de la majorité pour les mettre devant leur responsabilité et un début de processus. Le Parti socialiste dispose des pleins pouvoirs. Ils dirigent les plus grandes institutions de l'État. Il ne doit pas se dérober, ni échapper à ses responsabilités. François Hollande est un redoutable bretteur. Il l'a prouvé durant la campagne présidentielle. Il sait, à la manière d'un épéiste, d'un boxeur ou d'un avant, feinter, dribler, pratiquer l'art de l'esquive. Mais ça ne suffit pas. Il faut toucher, marquer, inscrire les points pour gagner la partie. Ce projet de lettre ouverte adressée aux parlementaires entend bien donner le coup d'envoi du débat.

François Perez

bulletin trimestriel édité par la commission *Sport* du PCF
rédacteur en chef : Nicolas Bonnet
collaboration : Igor Martinache, Colette Boucher, Nina Charrier, François Perez
crédit photo :
Cidèfe, gpe PCF apparenté Conseil général Isère
envoyez vos contributions,
faites connaître vos initiatives à :
commission *Sport* PCF
2 place du Colonel-Fabien 75019 Paris
http://sport.pcf.fr
sport@pcf.fr - 06 37 62 99 84